

17 décembre 2021

(21-9475)

Page: 1/8

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

SUBVENTIONS

NOUVELLE NOTIFICATION COMPLÈTE AU TITRE DE L'ARTICLE XVI:1 DU GATT DE 1994 ET DE L'ARTICLE 25 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES

ARGENTINE

La communication ci-après, datée du 15 décembre 2021 et reçue à cette même date, est distribuée à la demande de la délégation de l'Argentine.

La République argentine présente cette nouvelle notification complète conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

1 SECTEUR MINIER

1. Titre du programme

Loi n° 10.273 – Exonérations fiscales.

Loi n° 24.196 – Investissements dans le secteur minier

Loi n° 24.228 – Accord minier fédéral

Loi n° 24.402 – Régime de financement pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.)

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2021.

3. Objectif général et/ou objet

La législation en la matière a pour objectif d'encourager les activités minières afin de contribuer au développement du pays, de garantir l'exploitation rationnelle des ressources minières, de créer des emplois et de diversifier l'économie régionale.

4. Fondement et législation

Loi n° 10.273 (J.O. du 17 novembre 1917), modifiée et/ou complétée par le texte suivant:

- Décret n° 5.760/1958

Lien vers le texte de la Loi n° 10.273 mise à jour:

<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/40000-44999/43586/norma.htm>

Loi n° 24.196 (J.O. du 24 mai 1993), modifiée et/ou complétée par les textes suivants:

- Décret n° 2.686/1993 (J.O. du 3 janvier 1994),

- Décret n° 1.089/2003 (J.O. du 9 mai 2003),
- Décision générale n° 2.019/2006 de l'AFIP (J.O. du 21 mars 2006),
- Décret n° 1.722/2011 (J.O. du 26 octobre 2011),
- Loi n° 25.429 (J.O. du 1^{er} juin 2001),
- Décision conjointe n° 4.428/2019 du Secrétariat à la politique minière et de l'AFIP (J.O. du 27 février 2019),
- Décision n° 30/2018 du Secrétariat à la politique minière (J.O. du 2 janvier 2019),
- Décision n° 6/2019 du Secrétariat à la politique minière (J.O. du 4 février 2019),
- Décision n° 9/2019 du Secrétariat à la politique minière (J.O. du 4 février 2019),
- Décision conjointe n° 4.428/2019 du Secrétariat à la politique minière et de l'AFIP (J.O. du 27 février 2019),
- Décision n° 89/2019 du Secrétariat à la politique minière (J.O. du 28 octobre 2019),
- Résolution n° 60/2021 du Secrétariat aux mines (J.O. du 18 mars 2021),
- Décision n° 235/2021 du Secrétariat aux mines (J.O. du 8 septembre 2021).

Lien vers le texte de la Loi n° 24.196 mise à jour:

<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/0-4999/594/texact.htm>

Loi n° 24.228 (J.O. du 2 août 1993), modifiée et/ou complétée par le texte suivant:

- Décret n° 1.591/1993 (J.O. du 2 août 1993).

Lien vers le texte de la Loi n° 24.228 mise à jour:

<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/0-4999/624/norma.htm>

Loi n° 24.402 (J.O. du 9 décembre 1994), modifiée et/ou complétée par les textes suivants:

- Décret n° 779/1995 (J.O. du 5 juin 1995),
- Décret n° 216/1996 (J.O. du 6 mars 1996),
- Décret n° 1.343/1999 (J.O. du 18 novembre 1999),
- Décret n° 349/2000 (J.O. du 3 mai 2000),
- Décret n° 1.188/2001 (J.O. du 24 septembre 2001),

Lien vers le texte de la Loi n° 24.402 mise à jour:

<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/15000-19999/16098/texact.htm>

5. Forme de la subvention

Loi n° 10.273: exonérations fiscales.

Loi n° 24.196: stabilité budgétaire. Déductions et exonérations fiscales. Exemptions de droits de douane.

Loi n° 24.228: suppression de certains impôts.

Loi n° 24.402: financement pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Loi n° 10.273 (modification de l'article 270 du Code minier): les exonérations fiscales s'appliquent aux mines pour lesquelles des particuliers ont obtenu une concession.

Loi n° 24.196: sont admises au bénéfice de cette loi toutes les personnes physiques domiciliées dans la République argentine et les personnes morales constituées sur son territoire ou habilitées à y exercer une activité, qui entreprennent des activités minières visées à l'article 5 de la Loi. La stabilité fiscale que confère cette loi réside dans le fait que la charge fiscale totale des entreprises qui entreprennent des activités minières dans le cadre du régime d'investissement ne peut pas augmenter par suite d'une augmentation des impôts et taxes, quels qu'ils soient, décidée par les instances nationales, provinciales et municipales adhérant à ce régime, ou de la création d'autres impôts ou taxes auxquels ces entreprises seraient assujetties parce qu'elles relèvent desdites instances. La Loi s'applique aussi au régime de change et au régime tarifaire, à l'exception du taux

de change et des remboursements, restitutions et/ou dégrèvements d'impôts liés à l'exportation. Elle ne s'applique pas à la T.V.A. La stabilité fiscale est accordée pour 30 ans à compter de la date de présentation de l'étude de faisabilité des entreprises minières visées par le régime.

Loi n° 24.228: ratifie la convention minière fédérale signée entre le gouvernement national et les différentes provinces du pays. Les provinces sont invitées à prévoir dans leur législation la suppression des impôts sur les activités minières en application des points 9 et 10 de l'Accord minier fédéral.

Loi n° 24.402: institue un régime de financement pour le paiement de la T.V.A. qui prend la forme de lignes de crédit accordées par des établissements financiers. Les bénéficiaires en sont les personnes qui achètent ou importent les produits mentionnés à l'article premier de la Loi, destinés à la production, et les personnes admises à bénéficier du régime prévu par la Loi n° 24.196, qui investissent dans des travaux de génie civil et de construction pour fournir l'infrastructure de production nécessaire.

7. Montant total

Aucun montant n'a été versé au titre des programmes d'aide. Toutefois, des exonérations fiscales ont été accordées en vertu de la Loi n° 24.196; elles représentent les dépenses fiscales* suivantes:

2019**: 4 365,8 millions de pesos (AR\$)

2020**: 5 530,6 millions de pesos (AR\$)

2021** (estimation): 7 688,9 millions de pesos (AR\$)

*Source: Sous-Secrétariat aux recettes publiques du Ministère des finances.

** Il n'est pas possible de ventiler sur une base mensuelle, les montants sont donc fournis pour une année civile complète (dépassant la période couverte par la présente notification, c'est-à-dire que les données se rapportent aux années complètes 2019, 2020 et 2021).

8. Durée

Bien que la Loi n° 24.402 ne soit pas abrogée, son délai d'application est échu.

Pour les autres programmes, la législation ne fixe pas de terme.

9. Effets sur le commerce

Il n'est pas possible de déterminer si le recours à ces dispositions peut ou non avoir des effets sur le commerce.

2 SYLVICULTURE

1. Titre du programme

Loi n° 25.080 – investissements dans les forêts cultivées

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2021.

3. Objectif général et/ou objet

Étant donné que la République argentine a un grand potentiel pour le développement du secteur de la sylviculture encore peu exploité, l'objectif est d'encourager la sylviculture dans tout le pays, ce qui pourrait favoriser l'investissement à moyen et long termes et la création d'emplois.

4. Fondement et législation

Loi n° 25.080 (J.O. du 19 janvier 1999), modifiée et/ou complétée par les normes suivantes:

- Loi n° 26.432 (J.O. du 29 décembre 2008),
- Décision n° 33/2013 du SAGyP (J.O. du 8 janvier 2014),
- Décision n° 851/2005 (J.O. du 1^{er} novembre 2005),
- Décision n° 102/2010 du SAGyP (J.O. du 11 mars 2010),
- Décision n° 91/2011 du SAGyP (J.O. du 11 février 2011),
- Décision conjointe n° 10/2001 de l'AFIP – ex-SAGPyA n° 157/2001 (J.O. du 14 mars 2001),
- Décision générale n° 1042/2001 de l'AFIP (J.O. du 16 juillet 2001),
- Décision n° 1051/2001 de l'ex-SAGPyA (J.O. du 24 décembre 2001),
- Décision n° 76/2011 du SAGyP (J.O. du 11 décembre 2011),
- Décision n° 281/2012 du SAGyP (J.O. du 16 septembre 2012),
- Décision générale n° 415/2013 de l'AFIP (J.O. du 22 octobre 2013),
- Décision n° 190/2015 du SAGyP (J.O. du 26 mai 2015),
- Décision n° 219/2016 du SAGyP (J.O. du 25 octobre 2016),
- Décision n° 10/2018 du SAGyP (J.O. du 18 janvier 2018),
- Loi n° 27.487 (J.O. du 4 janvier 2019),
- Décision n° 134/2019 du SAGyP (J.O. du 26 juillet 2019),
- Décision n° 138/2019 du SAGyP (J.O. du 29 juillet 2019),
- Décision n° 116/2020 du SAGyP (J.O. du 27 octobre 2020),
- Résolution du SAGyP n° 22/2021 (J.O. du 17 mars 2021).

Lien vers le texte de la Loi n° 25.080 mise à jour:

<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/55000-59999/55596/texact.htm>

5. Forme de la subvention

Aide financière non remboursable et avantages fiscaux.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Loi n° 25.080: sont admises à en bénéficier les personnes physiques ou morales qui investissent dans les activités visées par la Loi.

L'aide financière non remboursable consiste en un montant, attribué par hectare, variable selon la zone, l'essence et l'activité forestières, telles que déterminées par l'Autorité chargée de l'application. Les avantages fiscaux sont accordés aux personnes physiques ou morales qui entreprennent des activités prévues par la Loi, pour lesquelles une stabilité fiscale et des exonérations sont accordées.

7. Montant total

Le montant total de l'aide financière non remboursable allouée pour la période couverte par la présente notification s'élevait à 679,4 millions de pesos (AR\$)*.

*Source: Direction générale du développement forestier industriel – Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

En ce qui concerne les exonérations fiscales accordées en vertu de la loi n° 25.080, elles représentent les dépenses fiscales* suivantes:

2019** : 69,7 millions de pesos (AR\$)

2020** : 87,6 millions de pesos (AR\$)

2021** (estimation): 36,5 millions de pesos (AR\$)

*Source: Sous-Secrétariat aux recettes publiques du Ministère des finances.

** Il n'est pas possible de ventiler sur une base mensuelle, les montants sont donc fournis pour une année civile complète (dépassant la période couverte par la présente notification, c'est-à-dire que les données se rapportent aux années complètes 2019, 2020 et 2021).

8. Durée

Les avantages conférés par la Loi n° 25.080 sont applicables aux entreprises agréées dont le projet a été approuvé pendant une durée maximale de 10 ans (dix) à compter de la promulgation de la Loi et de ses prorogations et modifications successives. La dernière prorogation a été faite au titre de la Loi n° 27.487 (J.O. du 4 janvier 2019).

La "stabilité fiscale" dont jouissent les entreprises couvertes par la Loi n° 25.080 est accordée pour une période allant jusqu'à 30 (trente) ans, à compter de l'approbation du projet. L'Autorité chargée de l'application peut proroger cette période jusqu'à 50 (cinquante) ans au maximum, selon la superficie et le cycle des espèces implantées.

9. Effets sur le commerce

Pas de données disponibles.

3 ZONES FRANCHES

1. Titre du programme

Loi n° 24.331 – Zones franches
Loi n° 25.005 – Zones franches

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2021.

3. Objectif général et/ou objet

L'article 4 de la Loi n° 24.331 dispose ce qui suit: "Les zones franches ont pour objectif de stimuler le commerce et l'industrie d'exportation, et de faire en sorte que l'augmentation du rendement et la réduction des coûts des activités menées dans ces zones stimulent l'investissement et l'emploi. Le fonctionnement des zones franches est conforme à la politique commerciale nationale et doit contribuer à la croissance et à la compétitivité de l'économie et s'insérer pleinement dans le processus d'intégration régionale." (Voir l'annexe).

4. Fondement et législation

Loi n° 24.331 (J.O. du 17 juin 1994)

Loi n° 25.005 (J.O. du 18 août 1998) et son Décret réglementaire n° 932/98 (J.O. du 18 août 1998)

5. Forme de la subvention

- Exonération des impôts qui frappent les importations de produits destinés à la consommation qui entrent dans la zone franche ou les produits qui sortent de la zone franche à destination de pays tiers. Ces exonérations ne sont pas applicables aux taxes afférentes aux services effectivement fournis (articles 24 et 25 de la Loi n° 24.331).
- Exonération des impôts nationaux qui frappent les services de base fournis à l'intérieur de la zone franche. On entend par services de base ceux qui ont pour objet la prestation ou la fourniture de services de télécommunication, de gaz, d'électricité, d'eau courante et de services d'assainissement.

Il n'existe pas d'interdictions de caractère économique.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les exemptions bénéficient aux personnes physiques ou morales qui obtiennent le droit d'exercer une activité dans la zone franche conformément aux dispositions de la Loi n° 24.331.

7. Montant total

Il n'est pas possible d'effectuer des calculs faute d'éléments suffisants.

8. Durée

Les avantages conférés par cette législation sont applicables dès le début des activités à l'intérieur de la zone franche, conformément aux conditions prévues par la Loi n° 24.331.

9. Effets sur le commerce

Pas de données disponibles.

4 RÉGIMES APPLICABLES AUX BIENS D'ÉQUIPEMENT, À L'INFORMATIQUE ET AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

1. Titre du programme

Décret n° 379/2001 – Régime applicable aux biens d'équipement, à l'informatique et aux télécommunications

Décret n° 502/2001 – Régime applicable aux biens d'équipement, à l'informatique et aux télécommunications

2. Période sur laquelle porte la notification

Du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2021.

3. Objectif général et/ou objet

Régime d'incitations en faveur des fabricants de marchandises relevant des secteurs des biens d'équipement, de l'informatique et des télécommunications, figurant dans l'annexe du Décret n° 379/2001.

4. Fondement et législation

Décret n° 502/2001 (J.O. du 2 mai 2001).

Décret n° 379/2001 (J.O. du 30 mars 2001).

- Décision n° 8/2001 de l'ex-ME (J.O. du 27 mars 2001).
- Résolution de l'ex-ME n° 27/2001 (J.O. du 10 avril 2001).
- Décret n° 594/2004 (J.O. du 13 mai 2004).
- Décret n° 201/2006 (J.O. du 24 février 2006).
- Décision n° 224/2006 de l'ex-SICPYME (J.O. du 28 juillet 2006).
- Décision n° 542/2006 de l'ex-SICPYME (J.O. du 3 janvier 2007).
- Décret n° 2316/2008 (J.O. du 7 janvier 2009).
- Décret n° 917/2010 (J.O. du 8 juillet 2010).
- Décret n° 362/2011 (J.O. du 30 mars 2011).
- Décret n° 430/2012 (J.O. du 21 mars 2012).
- Décret n° 1027/2012 (J.O. du 2 mai 2012).
- Décret n° 480/2013 (J.O. du 2 mai 2013).
- Décret n° 1591/2013 (J.O. du 23 octobre 2013).
- Décret n° 965/2014 (J.O. du 23 juin 2014).
- Décret n° 2512/2014 (J.O. du 19 décembre 2014).
- Décret n° 451/2015 (J.O. du 20 mars 2015).
- Décret n° 1 424/2015 (J.O. du 28 juillet 2015).
- Décret n° 51/2016 (J.O. du 8 janvier 2016).

- Décret n° 824/2016 (J.O. du 1^{er} juillet 2016).
- Décret n° 1 348/2016 (J.O. du 2 janvier 2017).
- Décret n° 593/2017 (J.O. du 31 juillet 2017).
- Décision n° 803/2017 du Secrétariat à l'industrie et aux services (J.O. du 2 octobre 2017).
- Décret n° 229/2018 (J.O. du 19 mars 2018).
- Décision n° 11/2018 du Secrétariat à l'industrie (J.O. du 3 avril 2018).
- Décret n° 196/2019 (J.O. du 15 mars 2019).
- Décision n° 47/2019 du Secrétariat à l'industrie (J.O. du 1^{er} avril 2019).
- Décret n° 96/2020 (J.O. du 22 janvier 2020),
- Loi n° 1.051 (J.O. du 26 décembre 2020).

5. Forme de la subvention

L'avantage consiste en l'octroi d'un crédit d'impôt cessible, correspondant à un pourcentage des ventes effectuées, pour les marchandises classées dans la liste figurant dans l'annexe du Décret n° 379/2001 et les textes qui la complètent et la modifient.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Fabricants de marchandises relevant des secteurs des biens d'équipement, de l'informatique et des télécommunications, figurant dans l'annexe du Décret n° 379/2001 et les textes qui la complètent et la modifient.

7. Montant total

En ce qui concerne les exonérations fiscales accordées en vertu de la loi n° 25.080, elles représentent les dépenses fiscales* suivantes:

2019** : 17 195,8 millions de pesos (AR\$)

2020** : 5 353,4 millions de pesos (AR\$)

2021** : (estimations) : 7 096,9 millions de pesos (AR\$)

*Source: Sous-Secrétariat aux recettes publiques du Ministère des finances.

** Il n'est pas possible de ventiler sur une base mensuelle, les montants sont donc fournis pour une année civile complète (dépassant la période couverte par la présente notification, c'est-à-dire que les données se rapportent aux années complètes 2019, 2020 et 2021).

8. Durée

En vertu du Décret n° 1051/2020 (J.O. du 29 décembre 2020), la durée d'application du régime a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2021.

9. Effets sur le commerce

Pas de données disponibles.

ANNEXE: ZONES FRANCHES

Zone franche	Localité	Résolution n°	DURÉE D'APPLICATION
San Luis	Justo Daract	270/98 (AFIP)	24/04/1998
Córdoba	Córdoba	541/99 (AFIP)	05/04/1999
General Pico	General Pico	717/99 (AFIP)	10/04/1999
Mendoza	Luján de Cuyo	587/99 (AFIP)	18/05/1999
Comodoro Rivadavia	Comodoro Rivadavia	1019/01 (AFIP)	06/06/2001
Salta	Salta	1074/01 (AFIP)	28/08/2001
Iguazú	Puerto Iguazú	1230/02 (AFIP)	06/03/2002
C. del Uruguay	C. del Uruguay	2422/08 (AFIP)	07/03/2008
Buenos Aires	La Plata	1240/02 (AFIP)	25/03/2002
Bahía Blanca	Punta Alta	3179/11 (AFIP) et 3396/12 (AFIP)	24/10/2012
Villa Constitución	Villa Constitución Pcia. Santa Fe	4024/17 (AFIP)	05/04/2017
Bahía Blanca	Puerto Galván	RG AFIP n° 4241/2018	11/05/2018
Rio Gallegos	Rio Gallegos Santa Cruz	RG AFIP 4399/19-4545/19 et 4340/18	08/08/2019